Nouvelle teneur des art. 78 à 85 et 91 à 93 de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière (OCR)

Chapitre 2 Véhicules spéciaux et transports spéciaux

Art. 78 Transports spéciaux non soumis à autorisation

¹ Les véhicules qui, uniquement en raison de leur chargement, ne répondent pas aux prescriptions concernant les dimensions et le poids (transports spéciaux) peuvent circuler sur la voie publique aux conditions suivantes :

- a. Le chargement transporté est indivisible (art. 80, al. 2).
- b. La largeur du chargement n'excède pas 3,00 m.
- c. La longueur du transport spécial n'excède pas 30,00 m.
- d. Le poids effectif de l'ensemble de véhicules n'excède pas 44 t ; il peut atteindre 50 t au maximum lorsque le parcours emprunte exclusivement des autoroutes.

² Les transports spéciaux admis par l'al. 1 ne peuvent se dérouler que sur les routes de grand transit au sens des annexes 1 et 2, let. A et B, de l'ordonnance du 18 décembre 1991 concernant les routes de grand transit¹ et dans les localités touchées par lesdites routes.

³ Circuler avec une largeur, une longueur ou un poids hors normes, mais dans les limites définies par l'al. 1, let. b à d, n'est admis que lorsque l'utilisation de véhicules appropriés et la disposition adéquate du chargement ne permettent pas d'éviter ces dérogations.

Art. 79 Transports spéciaux et véhicules spéciaux soumis à autorisation

¹ Une autorisation est requise pour la circulation des :

- a. transports spéciaux qui ne remplissent pas les conditions de l'art. 78 ;
- b. véhicules spéciaux (art. 25 OETV).

² Des autorisations uniques peuvent être délivrées pour une ou plusieurs courses déterminées et des autorisations durables pour un nombre de courses illimité.

Art. 80 Chargement indivisible

¹ Pour le transport d'un chargement indivisible, des autorisations pour des dimensions et des poids hors normes ne seront accordées que lorsque, malgré l'emploi d'un véhicule approprié, les prescriptions ne peuvent être respectées. Aux fins d'éviter un deuxième transport, il pourra être dérogé à cette règle lorsqu'une voiture automobile de travail transporte ses propres parties intégrantes, par exemple des flèches de grue.

² Est considéré comme un chargement indivisible :

¹ RS 741.272

- a. un chargement composé d'une seule pièce lorsque le démontage est impossible pour des raisons techniques ou que le démontage et le remontage occasionneraient des coûts excessifs ;
- b. un chargement composé de plusieurs pièces lorsque chaque pièce est elle-même indivisible et implique, en raison de sa longueur, de sa largeur ou de sa hauteur, des dimensions exceptionnelles sans toutefois excéder les poids effectifs et les charges par essieu admis selon l'art. 67, al. 1 à 3.

Art. 81 Conditions auxquelles sont soumises les remorques spéciales

¹ Aucune autre remorque ne peut être attelée à un convoi dont fait partie une remorque spéciale. Lorsque cela se justifie, l'autorité peut toutefois permettre d'atteler deux remorques spéciales au plus à un tracteur ou un camion et deux petits conteneurs montés sur roues à un autre véhicule automobile, motocycles exceptés. L'attelage de deux roulottes de forains peut être autorisé même si la longueur du train routier dépasse la longueur maximale prévue par les dispositions légales.

² L'autorisation exceptionnelle sera établie, sauf s'il s'agit de conteneurs montés sur roues (art. 77, al. 4), pour la remorque spéciale, mais ne sera valable que pour des véhicules tracteurs déterminés.

Art. 82 Mesures préventives

¹ L'autorité qui délivre l'autorisation exceptionnelle ordonnera les mesures qui s'imposent en raison des particularités des véhicules, pour assurer la sécurité des usagers de la route, protéger la chaussée, ainsi que pour empêcher toute entrave à la circulation et tout excès de bruit.

² Lorsque les conditions de la route et de la circulation sont mauvaises, les conducteurs et leurs auxiliaires doivent prendre de leur propre chef les autres mesures de sécurité qui s'imposent.

Art. 83 Compétences

¹ Le canton du lieu de stationnement ou le canton dans lequel commence la course soumise à autorisation délivre les autorisations pour les courses d'exportation et en trafic intérieur, l'OFROU pour les véhicules au service de la Confédération et pour les véhicules effectuant des courses d'importation et de transit en circulation internationale.

² Chaque canton concerné par la course délivre une autorisation pour son territoire ou donne son accord pour les autorisations de l'OFROU. Moyennant l'accord des cantons concernés, les autorisations peuvent aussi être délivrées pour des parcours situés hors de leur territoire. Les cantons ne peuvent délivrer des autorisations d'emprunter les routes nationales qu'avec l'accord de l'OFROU.

³ Pour les transports spéciaux, des autorisations valables pour toute la Suisse peuvent être délivrées lorsque :

- a. la charge par essieu n'excède pas 12 t ;

- b. le chargement en porte-à-faux (art. 73, al. 3) n'excède pas 8,0 m vers l'arrière et 5,0 m vers l'avant.

⁴ Pour les véhicules spéciaux, des autorisations valables pour toute la Suisse peuvent être délivrées lorsque les véhicules ou les ensembles de véhicules n'excèdent pas 30 m de longueur, 3 m de largeur, 4 m de hauteur, 44 t de poids effectif et 12 t de charge par essieu ; le poids effectif peut atteindre 50 t au maximum lorsque le parcours emprunte exclusivement des autoroutes.

⁵ Pour les véhicules spéciaux, l'autorisation peut être inscrite dans le permis de circulation en tant que décision de l'autorité, à condition que soient respectées les conditions de l'al. 4 et les dispositions de l'art. 65a régissant le mouvement giratoire.

Art. 84 Comportement dans la circulation

¹ Les conducteurs doivent circuler de manière à gêner le moins possible les autres usagers de la route. Ils faciliteront les croisements et les dépassements aux autres véhicules, au besoin en s'arrêtant hors de la chaussée.

² Pour de justes motifs et à condition d'observer des mesures de sécurité suffisantes, les conducteurs de véhicules spéciaux et de transports exceptionnels peuvent déroger aux règles de circulation ainsi qu'aux obligations indiquées par des signaux ou des marques.

Art. 85

Abrogé

Chapitre 1 Interdiction de circuler le dimanche et de nuit

Art. 91 Principe

¹ L'interdiction de circuler le dimanche s'applique à tous les dimanches et aux jours fériés suivants : Nouvel An, Vendredi saint, lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, 1^{er} août, Noël et le 26 décembre lorsque Noël ne tombe pas un lundi ou un vendredi. Si dans un canton ou dans une partie du canton un de ces jours n'est pas férié, l'interdiction de circuler le dimanche ne s'y applique pas.

² Il est interdit de circuler de nuit entre 22 heures et 5 heures.

³ Sont soumis à l'interdiction de circuler le dimanche et de nuit :

- a. les voitures automobiles lourdes (art. 10, al. 2, OETV) ;
- b. les tracteurs industriels et les voitures automobiles de travail ;
- c. les véhicules articulés lorsque le poids autorisé de l'ensemble (art. 7, al. 6, OETV) est supérieur à 5 t ;
- d. les véhicules qui tirent une remorque dont le poids total autorisé (art. 7, al. 4, OETV) est supérieur à 3,5 t.

⁴ Ne tombent pas sous l'interdiction de circuler le dimanche et de nuit :

- a. les véhicules automobiles affectés au transport de personnes ;
- b. les véhicules agricoles ;
- c. les véhicules qui tirent une semi-remorque dont la carrosserie sert d'habitation ;
- d. les courses effectuées par les véhicules du service du feu, de la protection civile, du service de santé, de la police et de l'armée, et celles visant à porter secours en cas de catastrophe ;
- e. les tracteurs industriels, les chariots à moteur et les chariots de travail, ainsi que leurs remorques, lorsque ces véhicules sont utilisés exclusivement pour des courses agricoles durant les heures d'interdiction de circuler (art. 86 ss) ;
- f. les courses que La Poste Suisse ou ses mandataires effectuent en vue d'assurer un service universel, conformément à son mandat (art. 2 de la loi du 30 avril 1997 sur la poste) ;
- g. le transport des denrées alimentaires (art. 3 de la loi du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires, LDAI) non surgelées, ni chauffées à ultra-haute température, ni stérilisées, et dont la période de consommation est limitée à 30 jours au maximum ;
- h. le transport des animaux d'abattage et des chevaux de sport ;
- i. le transport des fleurs coupées ;
- j. le transport des quotidiens comprenant une partie rédactionnelle et les courses occasionnées par des reportages télévisés d'actualité.

⁵ Ne tombent pas non plus sous l'interdiction de circuler le dimanche et de nuit les courses effectuées pour porter assistance en cas d'accident, de panne de véhicule ou d'incident d'exploitation, notamment dans les entreprises de transports publics et dans le trafic aérien, et les courses d'intervention du service hivernal.

⁶ Pour les courses effectuées par délégation de La Poste Suisse selon al. 4, let. f, le chauffeur doit pouvoir présenter un justificatif écrit du rapport contractuel.

⁷ Pour les courses visées à l'al. 4, let. f à j, le quart du volume de chargement du véhicule peut être occupé par d'autres marchandises. Une course à vide de 30 minutes au maximum peut précéder ou suivre le transport. Pour les courses à vide inévitables plus longues, une autorisation conforme à l'art. 92, al. 4, est requise.

⁸ Lors des courses effectuées pendant l'interdiction de circuler le dimanche et de nuit, tout ce qui pourrait troubler la tranquillité doit être évité.

Art. 92 Autorisations

¹ Des autorisations de circuler le dimanche et de nuit seront accordées pour les courses urgentes et qu'on ne peut éviter en recourant à d'autres mesures d'organisation ou moyens de transport :

- a. pour le transport du matériel de cirque, de forains, de marchands ambulants, d'orchestre, de théâtre et similaire ;
- b. pour les courses occasionnées par la construction et l'entretien des routes et des voies ferrées ainsi que des conduites industrielles telles que canalisations d'eau, lignes électriques ou lignes de télécommunication ;
- c. pour les véhicules et les transports spéciaux qui entravent la circulation.

² Le canton de stationnement ou le canton où commence la course soumise à autorisation délivre l'autorisation exceptionnelle, qui est valable pour toute la Suisse. Le canton de stationnement n'est toutefois pas compétent lorsque son territoire ne sera pas emprunté. S'il s'agit d'un véhicule de la Confédération, l'autorisation est délivrée par l'OFROU.

³ Pour d'autres courses que celles définies par l'al. 1, let. a à c, des autorisations exceptionnelles ne peuvent être délivrées sans l'assentiment de l'OFROU. En cas d'urgence, le canton peut, de son propre chef, autoriser une course indispensable ; il en informera l'OFROU.

⁴ L'autorisation est établie pour le transport sur le parcours le plus direct et pour une course à vide si celle-ci est nécessaire et inévitable.

Art. 93

Inchangé